

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1852 — 1853.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 4.

M. DE PERCEVAL, *rapporteur.*

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 6551.
6559.
6569. | Par pétition datée de Courtrai, le 25 mai 1852,
Un grand nombre d'habitants de Courtrai demandent
la révision de la loi sur la garde civique.

Même demande des gardes civiques d'Anvers et d'un
grand nombre d'habitants de Dinant, de Bruxelles et de
ses faubourgs, de Louvain et de Tirlemont. — Concl. —
Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner
la proposition de loi relative à la garde civique. |
| 2. | 6548.
6560.
6568. | Par pétition datée de Turnhout, le 9 novembre 1852,
Le sieur Van Bouwel, commissaire de police à Turn-
hout, demande une indemnité du chef des fonctions d'of-
ficier du ministère public qu'il remplit près le tribunal
de simple police.

Même demande des commissaires de police de Tongres,
de Molenbeek-St-Jean, de St-Josse-ten-Noode, d'Ixelles
et de plusieurs autres commissaires de police. — Concl. —
Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 3. | 6544. | Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Bruxelles, professeurs, artistes,
littérateurs et industriels, demandent une loi qui assimile
la propriété intellectuelle à la propriété ordinaire. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 6538. | Par pétition datée de Wavre, le 6 novembre 1852,
Le conseil communal de Wavre présente des observa-
tions sur la décision qui a été prise par M. le Ministre des |

Travaux publics, relativement au tracé du chemin de fer concédé de Bruxelles à Namur, demande que le rapport fait par M. l'ingénieur en chef Groetaers soit déposé sur le bureau, et prie la Chambre de statuer définitivement sur la réclamation de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics, avec demande d'explications.

5. 6524. Par pétition datée de Poperinghe, le 4 novembre 1852,
Le sieur Cnapelynck-Maraut demande que tout détail-
lant de pipes venant de France soit soumis à une patente
spéciale de 20 à 30 francs. — Concl. — Renvoi à M. le
Ministre des Finances.
6. 6541. Par pétition datée de Verviers, le 3 novembre 1852,
La chambre de discipline des notaires de l'arrondisse-
ment de Verviers demande la révision de la loi sur le
notariat. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 6549. Par pétition datée de Gand, le 9 novembre 1852,
Les huissiers de la Cour d'appel et du tribunal de pre-
mière instance de Gand demandent qu'il leur soit permis
de faire les actes et exploits devant la justice de paix,
concurrentement avec les huissiers de ces tribunaux. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 6550. Par pétition datée de Merckem, le 6 novembre 1852,
Plusieurs habitants de Merckem demandent la révision
de la loi sur la milice. — Concl. — Renvoi à M. le Mi-
nistre de l'Intérieur.
9. 6465. Par pétition datée de Liège, en avril 1852,
Le sieur Avanzo soumet à la Chambre l'exposé qu'il a
présenté au Gouvernement sur la question de la réimpres-
sion des livres français. — Concl. — Dépôt au bureau des
renseignements.
10. 6553. Par pétition sans date,
Les sieurs Testu, Daems et autres membres du comité
de l'association typographique verviétoise prient la
Chambre de rejeter la convention littéraire conclue avec
la France.
Même demande des sieurs Geudens, Wittevronghel et
autres membres du comité des typographes, libraires,
brocheurs et lithographes d'Anvers, et des sieurs Lameere,
Mertens et autres membres de l'association typographique
de Louvain. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des
Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.

11. 6546. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Châtelet, Charleroi et Fleurus, intéressés au commerce de la librairie, à la typographie, à la papeterie, à la fonderie en caractères, présentent des observations sur la convention littéraire conclue avec la France, et demandent le maintien du droit de réimpression pour les ouvrages non brevetés en Belgique. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
12. 6525. Par pétition datée de Liège, le 2 novembre 1852,
Le sieur Avanzo présente des observations contre la convention littéraire conclue avec la France.
Mêmes observations des fabricants et ouvriers en bronze à Bruxelles. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
13. 6536. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 novembre 1852,
Le sieur Vanderborght, fondeur en caractères et imprimeur, prie la Chambre de lui accorder une indemnité de 50,000 francs, si elle adoptait la convention littéraire conclue avec la France. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
14. 6480. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 novembre 1852,
Le sieur Goemaere, imprimeur-libraire, éditeur à Bruxelles, prie la Chambre de l'indemniser des pertes que lui occasionnera la convention littéraire conclue avec la France, si elle donnait son approbation à ce traité. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
15. 6516. Par pétition datée d'Ingelmunster, le 28 septemb. 1852,
Plusieurs habitants d'Ingelmunster prient la Chambre de rejeter le traité conclu avec la France.
Même demande du sieur Motte-Scheiris. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
16. 6540. Par pétition datée de Handzaeme, le 6 novembre 1852,
Plusieurs habitants de Handzaeme prient la Chambre de rejeter le traité conclu avec la France, si on ne peut obtenir une compensation en faveur de l'industrie linière.
Même demande de plusieurs habitants de Bovekerke. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, de l'Intérieur et des Finances.

17. 6539. Par pétition datée de Santbergen , le 28 octobre 1852 ,
Le conseil communal de Santbergen prie la Chambre de rejeter le traité conclu avec la France, et demande que chaque commune soit munie de trois estampilles différentes que l'administration communale ferait apposer sur les pièces de toile suivant qu'elles seraient tissées de fil de lin filé à la main ou à la mécanique ou de ces deux sortes de fils. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances et de l'Intérieur.
18. 6167. Par pétition datée de Liège, le 27 août 1851 ,
La dame Higny demande une loi sur la contrainte par corps, et prie la Chambre d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'obliger les créanciers à augmenter la pension qu'ils sont tenus de payer à leurs débiteurs détenus pour dettes.
Même demande des sieurs Eugène Nicolay, Jean Stevens, Gueury et Bouhi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
19. 6469. Par pétition datée du 28 mars 1852 ,
Les administrations communales de l'arrondissement de Philippeville prient la Chambre de voter des fonds pour venir en aide à la partie la plus nécessiteuse de leurs administrés. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 6454. Par pétition datée de Thielen, le 14 août 1852 ,
Le sieur Cremers réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite au procès-verbal dressé par le commissaire de l'arrondissement de Turnhout sur sa réclamation au sujet d'un compte fait, en 1850, par le bureau de bienfaisance de Thielen. — Concl. — Ordre du jour.
21. 6156. Par pétition datée de Louvain, le 20 août 1851 ,
Le sieur Flattecroes demande l'établissement d'un impôt sur les bals et sur le carnaval. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
22. 6448. Par pétition datée d'Anseghem, le 21 mars 1852 ,
L'administration communale d'Anseghem demande un subside extraordinaire pour l'entretien des indigents de cette commune, ou bien que des mesures soient prises pour les renvoyer du dépôt et de l'école de réforme de Ruysselede, et pour empêcher leur rentrée dans cet établissement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de Justice.
23. 6438. Par pétition sans date ,
Plusieurs membres de la société littéraire flamande dite

Voor tael en kunst, à Anvers, demandent que la langue flamande soit traitée sur le même pied que la langue française, dans l'exécution de la loi sur l'enseignement moyen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

24. 6476. Par pétition sans date,
Le sieur de Binckum prie la Chambre de le dispenser de verser au trésor la somme qui lui est réclamée par le Gouvernement, pour fournitures d'armes à la compagnie de colonisation de Santo Tomas, en vertu d'un arrangement conclu entre le Département de la Guerre et la direction de la compagnie, et auquel il a donné sa signature en qualité de secrétaire de la direction. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
25. 6562. Par pétition datée de Bruxelles, le 26 octobre 1852,
Le major en non-activité de Brochowski prie la Chambre de faire régulariser sa position.
Même demande des capitaines Michalowski et Godebski, du lieutenant Patkowski, du sous-lieutenant Luboradzki et du médecin de bataillon Jastrzembki, tous officiers en non-activité. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi concernant la mise à la pension de quelques officiers d'origine étrangère.
26. 6563. Par pétition sans date,
Le lieutenant en non-activité Raczynski prie la Chambre de faire régulariser sa position, et demande à être libéré du service militaire.
Même demande du sous-lieutenant en non-activité Karski. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi concernant la mise à la pension de quelques officiers d'origine étrangère.
27. 6564. Par pétition datée de Louvain, le 7 novembre 1852,
Le lieutenant en non-activité Xiezepolski demande la continuation de sa solde entière jusqu'au moment où sa position aura été régularisée. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi concernant la mise à la pension de quelques officiers d'origine étrangère.
28. 6578. Par pétition datée de Rumbeke, le 9 novembre 1852,
Le sieur Vandepitte demande que le Gouvernement fasse enlever, sur une étendue de 50 mètres, des deux côtés de son moulin, les arbres qu'on a plantés le long de la chaussée de Rumbeke à Iseghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.